

## Macron : la repentance et la France en tout petit

Article rédigé par *Liberté politique*, le 02 décembre 2024

***Emmanuel Macron n'a pas seulement mis le chaos en France, il a également réussi à faire taire la voix de Paris dans une large partie de l'Afrique. Le président a essuyé un double camouflet sénégalais et tchadien en fin de semaine. Si l'influence russe est palpable dans le déclassement français, la nullité crasse des équipes du président doit aussi être mise en évidence.***

Jean-Noël Barrot est venu, il a vu et on a perdu. Le nouveau ministre des Affaires étrangères s'exprime certes moins mal que son prédécesseur, mais il n'est pas bon pour autant. En fin de semaine dernière, il effectuait sa première tournée au Tchad, en Éthiopie et au Sénégal. Quelques heures après son départ du continent africain, le Sénégal a annoncé que les troupes françaises devaient quitter le pays. Puis, ce fut au tour du Tchad de faire connaître sa « rupture des accords de défense avec la France ». Alors que le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont déjà tourné le dos à Paris, les défections tchadiennes et sénégalaises semblent marquer la fin de l'influence française dans la région. La France n'est désormais officiellement présente qu'en Côte d'Ivoire, au Gabon et à Djibouti.

L'échec macronien se double ici encore d'une humiliation. En effet, quelques heures avant de recevoir l'annonce de la rupture sénégalaise, le président Emmanuel Macron s'était essayé à un nouvel exercice de repentance en reconnaissant « un "massacre" des tirailleurs sénégalais » datant de 1944.

Le même schéma a eu lieu au mois de novembre avec l'Algérie. Le président de la République avait cru malin de reconnaître l'« assassinat par des militaires français », en 1962, de Larbi Ben M'hidi, un dirigeant de l'organisation terroriste FLN. Quelques jours plus tard, l'Algérie a arrêté l'écrivain « franco-algérien » Boualem Sansal, narguant allègrement Paris.

Si l'on peut tirer une leçon du président Mitterrand, c'est que la France n'a pas d'excuses à donner.

L'État doit être au service des Français, pas d'un universalisme abstrait, et en aucun cas nos dirigeants ne devraient se permettre de s'excuser des actions de nos aïeux. Demande-t-on aux Algériens de s'excuser de la torture pratiquée par le FLN ? Non, et tant mieux.

Le pardon est fait pour les hommes, pas pour les États. Pour ces derniers, la repentance ne paye pas ; pire, elle est un outil d'affaiblissement.

**Olivier Frèrejacques**

*Président de Liberté politique*

